

## IL A REGAGNÉ ALGER SAMEDI

## Le silence intrigant de Saâdani

**Le secrétaire général du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, est celui qui, depuis septembre 2013, crée l'événement tant par ses tonitruantes déclarations que par ses «éclipses» périodiques ! Et au chapitre des «éclipses», la dernière en date, toujours en cours d'ailleurs, suscite de nombreuses interprétations car intervenant dans un contexte un peu particulier, marqué, notamment, par une forte dégradation des relations et une vive tension entre Alger et Paris, et ce, en l'absence de la traditionnelle voix du vieux parti, le FLN.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - En d'autres temps, jamais l'ex-parti unique n'aurait raté une telle occasion pour occuper la scène et même prendre la tête des réactions algériennes contre l'ex-puissance coloniale.

Cette fois, et dans le cortège des réactions à la publication, peu diplomatique, d'une photo de Bouteflika par le Premier ministre Manuel Valls, le FLN se fera devancer y compris par le Forum des chefs d'entreprises, sans parler de la Centrale syndicale et, surtout, du «frère ennemi», le Rassemblement national démocratique de Ahmed Ouyahia.

Avant son «éclipse» également, depuis le 3 avril, Saâdani avait ouvert le feu sur son farouche adversaire, le patron du RND et néanmoins directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia.

Le 29 mars dernier, en direct sur la première chaîne de la Radio nationale, relayée par les quarante-huit chaînes régionales, Ammar Saâdani s'attaquait à Ahmed Ouyahia, le citant nommément, l'accusant de ne pas être «fidèle au Président», et l'invitant à démissionner de son poste à la présidence ! Depuis, Ahmed Ouyahia avait répliqué publiquement aux propos de Ammar Saâdani et, plus encore, avait exprimé la réponse officielle de l'Algérie au geste peu élégant de Manuel Valls. C'était samedi dernier, «sous couvert» d'une activité partisane du RND.

«Je suis fier de la confiance placée en moi par Monsieur le président de la République, qui est également président du FLN que je considère comme allié stratégique. Maintenant, si Ammar Saâdani ne me fait pas confiance, c'est son problème»,

assénera Ouyahia, comme pour signifier au secrétaire général du FLN que son interlocuteur, tant s'agissant du FLN que de son poste à la présidence, demeure le seul Bouteflika. N'empêche, Saâdani, qui avait habitude les Algériens à ses réactions dévastatrices au quart de tour, n'a toujours pas répondu à Ouyahia, ni n'a exprimé la moindre position sur ce qu'il convient d'appeler «l'affaire Valls».

Un silence d'autant plus intrigant que Saâdani, qui était en voyage officiel en Chine depuis le 3 avril, avant de se rendre à Paris pour une visite privé, a regagné Alger depuis samedi dernier. Selon une source fiable, Saâdani ne compte pas s'exprimer

publiquement dans l'immédiat. «Il prépare une réunion du bureau politique pour la semaine prochaine ainsi qu'une série d'activités pour la fin du mois en cours pour entamer la précampagne électorale des législatives et des locales de 2017.» Aussi il est à prévoir, selon son entourage, beaucoup de décisions sur le plan organique.

On parle ainsi d'une recomposition du bureau politique, ainsi que du remplacement de plusieurs mouhafedhs, dans les jours à venir. Autrement dit, il faut prévoir de l'«ambiance» chez le vieux parti, comme c'est de tradition chez lui, à l'approche de chaque rendez-vous électoral...

K. A.



Saâdani, SG du FLN.

Photo : Samir Sid

## AFFAIRE PANAMA PAPERS

## Bouchouareb évite la presse

**Abdessalem Bouchouareb ne veut visiblement pas s'expliquer davantage sur l'affaire des Panama Papers dans laquelle il est cité, se contentant visiblement du démenti qu'il a apporté, il y a une quinzaine de jours, devant la commission économique de l'Assemblée populaire nationale, promettant de remettre un rapport y afférent au président de la République.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Hier mercredi, il était fortement attendu par les représentants des médias venus en grand nombre pour espérer l'accrocher et lui arracher une déclaration. Mais peine perdue, puisque quelques instants après que les députés eurent adopté le projet de loi modifiant et complétant la loi 04-04 relative à la normalisation, le ministre de l'Industrie et des Mines a pris le minutieux soin d'éviter les journalistes, quittant l'hémicycle parlementaire sans avoir à subir ce délicat test. Bouchouareb semble se suffire de la réponse apportée, le 7 avril der-

nier, à un membre de la commission économique de l'APN, quand il a mis sa citation dans le dossier d'évasion fiscale des Panama Papers sur le compte de «manœuvres de lobbies qui ont des intérêts en Algérie auxquels il affirme avoir fermé les portes». Un rapport remis au chef de l'Etat. Le ministre de l'Industrie et des Mines a aussi estimé n'avoir de comptes à rendre qu'au président de la République auquel il a annoncé la remise d'un rapport détaillé sur cette affaire.

C'est là la seconde dérobade de Abdessalem Bouchouareb après celle qu'il a observée le 10 avril dernier, à l'occasion de la 3<sup>e</sup> session du Comité intergouvernemental de haut niveau algéro-français (CIHN).

Il faut dire que le ministre de l'Industrie et des Mines a bénéficié du soutien indéfectible des partis du pouvoir, dont notamment celui du chef intérimaire de son parti.

Samedi dernier alors qu'il présidait le pré-congrès régional des wilayas du centre de son parti, Ahmed Ouyahia a tenu à préciser que «certains ne savent pas que Bouchouareb était un homme d'affaires avant de devenir ministre», qu'il a «ouvert son compte avant d'être ministre».

Ceci non sans avouer ne pas savoir si ces capitaux étaient sortis de l'Algérie ou pas.

Pour revenir au projet de loi modifiant et complétant la loi 04-04 relative à la normalisation ainsi adoptée en l'absence des députés du FFS, le texte introduit des principes internationaux de précaution dans l'élaboration des normes attestant de la qualité des biens et des services produits en Algérie avec l'objectif d'accroître la protection de la santé des consommateurs et la préservation de l'environnement, notamment la redéfinition du rôle joué par les différents acteurs dans l'élaboration et l'adoption des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité.

Le projet consacre également l'ouverture de l'activité de la normalisation à des intervenants qualifiés qui seront homologués par les autorités habilitées, afin de couvrir l'importante demande de certification de biens et de services. De ce fait, la gestion de la certification obligatoire, liée au marquage, n'est plus l'apanage exclusif de l'Institut algérien de normalisation (lanor).

M. K.

## BOUIRA

## Un 20 Avril sous haute tension

**Comme on l'annonçait hier dans ces mêmes colonnes, à Bouira, le 20 Avril de cette année ne s'est pas passé dans la sérénité, encore moins dans une ambiance festive, comme l'aurait souhaité le pouvoir et ses relais qui s'attendaient, après la dernière révision constitutionnelle et l'introduction de tamazight en tant que langue nationale et officielle, à des festivités allant dans le sens des louanges. Non, cela ne s'est pas passé comme souhaité car, dans un cet océan de platitude, de servitude et de lassitude, il y avait le RCD.**

**Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir)** - En effet, le RCD a justement appelé à une marche pour ce 20 Avril spécialement pour dénoncer cette vente concomitante à travers l'introduction d'un article bis pour évoquer le caractère de langue nationale et officielle pour tamazight mais en rappelant au passage que la seule langue nationale et officielle de l'Algérie est l'arabe.

Aussi, le slogan choisi cette année pour la marche du 20 Avril par le RCD, à savoir «pour l'officialisation effective de tamazight», voulait tout dire. Au RCD, on veut que la réparation historique soit pleine et entière ou ne le soit pas. Pas de demi-mesures. Et c'est apparemment, cette conscience inculquée par ce parti à ses militants d'abord et aux Algériens en général qui dérange le pouvoir qui a essayé tout au long de ces derniers jours de faire dans l'intimidation envers les militants de ce

parti dont certains ont même été interpellés lors de l'affichage des appels à la marche, ou encore les entraves faites par l'administration pour empêcher ce parti de multiplier les conférences de sensibilisation.

Cela étant, disons que pour hier et à l'occasion de la marche commémorative du 20 Avril, les forces de sécurité qui étaient sur le qui-vive ces derniers jours, ont été très discrètes lors de cette marche, laissant entièrement le soin aux militants du RCD de s'organiser et d'encadrer leur marche.

Une marche à laquelle ont participé des centaines de militants et sympathisants du parti et qui s'est ébranlée depuis la fameuse place des Martyrs de Bouira, celle qui constitue le point de départ de toutes les marches revendicatives depuis les années 1980, jusqu'au siège de la Wilaya.

Auparavant, des prises de parole ont été faites par plusieurs militants et cadres du RCD lesquels, tous



Pari réussi pour le RCD.

ont fustigé le pouvoir et la manière avec laquelle tamazight avait été traitée dans la dernière révision constitutionnelle.

Djemaâ Zineb, militante infatigable et élue de l'APC de M'chédallah s'est longuement attardée sur l'officialisation de façade de tamazight en rappelant certaines ambiguïtés dans cette officialisation de tamazight avec laquelle on ne peut rien faire puisqu'il y est stipulé que c'est l'arabe qui est la langue nationale et officielle de l'Algérie. D'autres cadres du parti comme Yahia Akkache, secrétaire national chargé des élus, ou encore Kaci Yahiaoui ont abondé dans le même sens.

Cela étant, après ces prises de parole, la marche s'est ébranlée peu avant 11 heures, pour arpenter le boulevard Krim-Belkacem. Tout au long de la marche, alors que des banderoles, reprenant les principales

revendications des marcheurs, étaient brandies.

Arrivés au rond-point qui fait face à la Wilaya, une déclaration a été lue à l'assistance et dans laquelle le RCD, tout en se félicitant de la mobilisation signe d'une conscience citoyenne, fustige «le pouvoir, mauvais élève en module de démocratie (...) qui a tenté de normaliser cette date d'avant-garde du combat de la dignité et de l'amazighité qui cimente la personnalité algérienne». Plus loin, le RCD rappelle qu'avec cette marche, il était question de déjouer «la tentative diabolique d'officialisation de façade que les vultures de la Constitution ont tentée».

Le RCD, lit-on enfin dans cette déclaration, rappelle que «le combat pour l'officialisation effective de la langue amazighe va continuer sans relâche et d'une manière pacifique, n'en déplaise à ce pouvoir qui ali-

mente la violence pour embraser la région kabyle».

Par ailleurs, notons qu'après la marche du RCD qui s'est dispersée dans le calme, des dizaines de militants du MAK, pour la plupart des lycéens venus de la région est de la wilaya, ainsi que des étudiants, ont organisé eux aussi une marche dans laquelle des slogans anti-pouvoir ont été entonnés et des drapeaux du MAK ainsi qu'un portrait géant du président du MAK, Ferhat M'henni ont été déployés.

Cependant et contrairement aux années précédentes où les marcheurs hissent le drapeau du MAK devant la Wilaya, cette année, un dispositif policier important les a dissuadés. Ceux-ci se sont alors rabattus vers l'esplanade de la maison de la culture Ali-Zamoum où ils ont observé une minute de silence et rappelé leur revendication principale ; celle de l'indépendance de la Kabylie. Les organisateurs de la marche qui se savaient surveillés de près par les policiers qui attendaient le moindre dépassement pour passer à l'action, ont réussi à calmer les plus durs parmi les marcheurs et à se disperser dans le calme.

Dans l'après-midi, la ville qui était déserte tant les établissements scolaires ont tous été fermés à l'occasion, au même titre que la région berbérophone de la wilaya, a retrouvé son calme habituel.

Y. Y.